

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio
Numéro de la Commission paritaire : 4E722
Imprimé par Rotographie

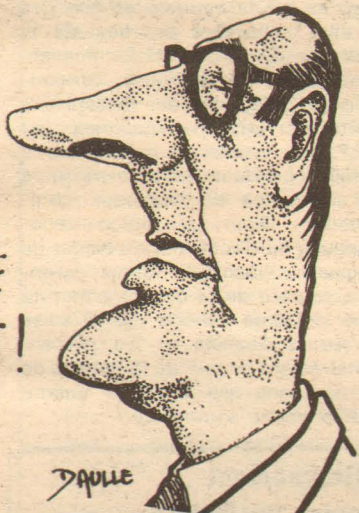
rouge

MARDI
24 AOUT 1976

Belgique 15 FB
Grèce : 20 drach
Italie : 300 liras
Portugal : 15 esc
Suède : 2,25 Ks.
Suisse 1 FS

VERS UN GOUVERNEMENT «GISCARD-GISCARD»

SI JE SUIS VIRÉ,
JE M'EMBAUCHE
CHEZ HERSANT!



Partira, partira pas ? La démocratie gaulliste est telle que seul Giscard le sait, mais déjà à gauche et à droite, on suppose, on suppose, on calcule. Ce qui est certain en tous cas c'est l'ampleur de la crise et l'isolement grandissant du régime incapable depuis deux ans d'élargir sa base sociale malgré l'appât de réformettes. Les travailleurs, qui voient leur situation s'aggraver, n'ont pas marché et le patronat lui-même trouve ce gouvernement bien impuissant.

Les échéances électorales approchent et la majorité doit repindre au plus vite la façade. Si Chirac s'en va ce sera la preuve donnée par l'UDR elle-même que ce gouvernement n'est plus trop présentable et qu'il vaut mieux se présenter aux électeurs en ayant pris quelques distances : bref, rester dans la majorité sans trop se mouiller et ainsi essayer de retrouver une partie de l'électorat populaire attiré naguère par le gaullisme. Sanguinetti, toujours lui, n'hésite pas à parler « d'une nouvelle traversée du désert » qui serait salutaire. Il oublie simplement que l'appareil d'Etat est loin d'être un désert et qu'il est toujours peuplé d'UDR. Et c'est là qu'apparaîtront toutes les contradictions du régime si Giscard accepte le risque d'ouvrir une mini-crise. Il peut toujours nommer comme premier ministre son propre miroir et essayer ainsi d'accentuer le caractère présidentiel du régime mais il n'en a pas les moyens.

Jusqu'à présent, dans la V^e République, le président donnait l'illusion d'être un arbitre au dessus de la mêlée. En descendant ouvertement dans l'arène, il se prive du bouc émissaire et risque de brûler sa dernière carte. Le Figaro l'a fort bien compris par la plume de Xavier Marchetti quand il s'inquiète à l'idée de voir

comme premier ministre un simple exécutant qui « ne pourrait protéger efficacement le Président de la République de tous les à-coups de la vie politique, de la vie parlementaire surtout ».

L'UDR domine l'appareil d'état et le parlement. Sans elle Giscard n'est rien. Voilà qui limite singulièrement la portée des mesures qui seront prises. A moins que n'existe le projet aventureux des élections anticipées qui permettraient d'établir une nouvelle majorité et dans la bataille de lui donner un os à ronger.

Ces conflits internes de la droite ont peu de chances de déboucher sur le plan des perspectives politiques. Face à la crise, ils sont unanimes à réclamer l'austérité et l'ordre. Mais comme les travailleurs ne sont pas prêts à faire les frais de cette politique, des RI à l'UDR on se doit d'être aussi les champions de la réforme. C'est en piétinant qu'ils parlent du mouvement et du changement. A la rentrée nous aurons droit à une politique d'austérité des salaires avec en prime la charte de la nouvelle société que Giscard achève de bichonner.

Tout cela serait risible s'il n'y avait pas 1 300 000 chômeurs, 13 % d'inflation et un flic dans chaque station de métro. A juste titre le PCF explique qu'il ne faut pas être dupe de ce « tintamarre ». Mais quelle réponse politique propose-t-il en dehors de l'attente des élections de 1978. Il y a une réelle majorité dans ce pays pour crier aujourd'hui « à la porte le gouvernement Giscard-Chirac ou peut-être demain « à la porte le gouvernement Giscard-Giscard », une majorité qui est prête à donner ce gouvernement au PC et au PS. Que faut-il encore attendre ? A moins que ce ne soit l'autorisation de Giscard...

Alain Krivine

AFRIQUE DU SUD : OPERATION «AZIKWELWA»

• Les ouvriers noirs
décident la grève
générale
des transports

Les mobilisations en Afrique du Sud ont pris une nouvelle ampleur avec la grève générale des transports décrétée à Johannesburg par les travailleurs sud-africains. Environ 80% des travailleurs noirs ne se sont pas rendus à leur travail lundi matin.

Depuis vendredi et tout au cours du week-end des milliers de tracts ont été distribués dans les quartiers noirs pour appeler les travailleurs à poursuivre l'opération « azikwelwa » ce qui signifie « pas de transport » en zoulou. En paralysant les transports, les travailleurs noirs bloquent en fait toute la vie industrielle. L'opération « azikwelwa » doit durer jusqu'à vendredi et elle vise à demander la libération des deux mille noirs arrêtés depuis les émeutes de juin. La police est intervenue vendredi matin contre les groupes de noirs de Soweto, faisant un mort et plusieurs blessés.

Le succès de ce mouvement de grève montre bien la profondeur de la révolte qui traverse actuellement les « townships » noirs d'Afrique du Sud, révolte qui n'est pas limitée aux seuls lycéens.

Une organisation rudimentaire est apparue dans les quartiers noirs des grandes villes. Elle se donne le nom collectif de « Black Conscious Movement » (Mouvement de conscience noire). Différentes structures



composent ce mouvement : la South African Student's Organisation (Saso-Organisation des étudiants sud-africains) dans les universités, le South African Student's Movement (SASM-mouvement étudiant sud-africain dans les lycées, et le Black People's Convention (BPC-congrès du peuple noir) parmi les travailleurs. Toutes ces organisations reprochent leur modération aux générations précédentes de dirigeants noirs et se réclament du Pouvoir Noir.

Il est significatif que face à cette contestation les chefs noirs des bantoustans (foyers autonomes bantous) aient été obligés de se réunir et aient publié une déclaration très dure envers le gouvernement raciste : « en continuant à refuser jusqu'à la confrontation des droits fondamentaux aux noirs, le gouvernement a montré au monde entier que le seul langage qu'il était prêt à

entendre est celui de la violence ». Ils se déclarent, d'autre part solidaires des récentes manifestations et refusent les quelques miettes de réforme proposées par le gouvernement. Ils exigent l'abolition de toute discrimination raciale, le droit pour un africain de s'établir où il veut et la libération de tous les emprisonnés.

Vorster a beau déclarer que pour lui la situation est « sérieuse mais pas critique », les protestations commencent à monter au sein même du Parti National (au gouvernement), ou une aile « réformatrice » se fait jour. Mais pour cette aile toute réforme doit rester dans le cadre de la politique de développement séparé (Apartheid). Or, c'est cette politique raciste qui est fondamentalement remise en cause par le mouvement de conscience noire qui affirme tous les jours son ampleur.

FRANCE-SOIR : LES GREVISTES A LA UNE

L'affaire France-Soir risque de rester à la une cette semaine : Lundi, la délégation des journalistes de France-Soir s'est heurtée au refus de Giscard de les recevoir « en l'état actuel des choses », aujourd'hui, la requête de la rédaction de France-Soir contre Hersant passe en tribunal des référés, mais c'est jeudi 26 qu'aura lieu la journée nationale de l'Union Nationale des syndicats de journalistes marquée par une manifestation et par le dépôt par l'UNSJ d'une série de plaintes contre X en référence à l'ordonnance du 26 août 1944 dans les différentes régions où existent des journaux contrôlés par Hersant.

Le problème de fond posé à l'Assemblée Générale était celui de la suspension ou non de la grève lundi soir « par respect pour la justice ». Un rédacteur résumait clairement la situation : « La semaine qui vient doit être décisive : le 26 aura lieu la journée d'action, des événements politiques vont avoir lieu qui ne sont pas innocents pour notre mouvement » (l'allusion concerne la mise à la porte de Chirac qui pourrait entraîner le lachage d'Hersant par le pouvoir), puis il prenait position : « une suspension du mouvement risque d'être interprétée comme une sorte de retraite de la rédaction du journal à un moment où notre lutte gagne de plus en plus de sympathie dans l'opinion ».

Les interventions contre une grève « en saut de puce » (suspension de la grève lundi soir pour

reprandre ensuite), jugée démobilisatrice, s'opposaient à celles qui faisaient valoir l'intérêt de faire entendre aux lecteurs, en faisant paraître le journal mardi, la voix des journalistes de France-Soir par la parution à la une des explications de la rédaction sur sa grève.

Le vote a tranché pour la suspension de la grève par 103 voix contre 67. Mais la signification de ce vote est ambiguë ; en effet, parmi les 103, on retrouve, aux côtés des antigrevistes viscéraux (une cinquantaine), les syndicalistes qui ne veulent pas indisposer la justice par la poursuite de la grève et des journalistes déterminés à lutter, mais qui jugent préférable d'utiliser la possibilité d'expression qu'offre le journal.

Lire page 4 l'article que les journalistes de France-Soir ont imposé en première page

COREE DU NORD

L'arbre de Panmunjon

• Une provocation à vocation électorale du président Ford.

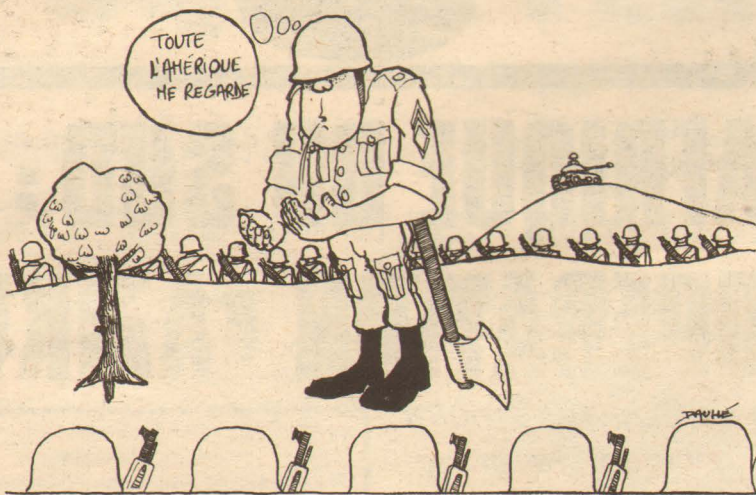
Le porte-avion « Midway », le croiseur porte-missiles « Gidley » escorté de frégates américaines, qui avaient appareillé samedi au Japon, font route vers la Corée, où une escadrille de 18 avions F.104 a déjà été acheminée. Les troupes aéroportées US au Japon ont été placées en « état d'alerte accrue ». Ces manœuvres ont été vigoureusement dénoncées par la Corée du Nord.

Les valeureux « G.I.s » des Etats-Unis ont accompli samedi une action d'éclat à la frontière entre les deux Corées. Déployant plusieurs centaines de soldats armés jusqu'aux dents, bénéficiant de l'appui d'un hélicoptère, l'armée des Etats-Unis a exécuté l'ordre personnel du président Ford : couper l'arbre de Panmunjon !

La Corée du Nord, qui n'est pas intervenue, a accusé les « agresseurs impérialistes américains » d'avoir perpétré « une grave provocation en envoyant illégalement plus de 300 brigands militaires, y compris des troupes américaines en tenue de combat dans la zone de sécurité commune, en abattant arbitrairement un arbre et en détruisant des postes du côté nord-coréen ». L'agence nord-coréenne estime, que par ces mesures, les américains essaient de provoquer une nouvelle guerre en Corée.

En effet, l'arbre dont l'élagage était présenté comme une tâche de routine par les américains, empêchait de voir un poste militaire nord-coréen. Ces derniers s'étaient opposés à ce que l'on y touche lors d'une conférence de la commission d'armistice. Une autre preuve de préméditation des Etats-Unis dans cette affaire peut être trouvée dans le fait qu'ils avaient spécialement amené une caméra pour filmer l'incident. Cela permet d'expliquer pourquoi, contrairement à certaines « informations », les nord-coréens ont fermement refusé de présenter quelques excuses que ce soit au sujet de cet incident.

Samedi, lors de la réunion de la commission d'armistice à Panmunjon, le chef de la délégation nord-coréenne a remis un message



du président de la République populaire de Corée, Kim Il Sung, exprimant « son regret qu'un incident se soit produit dans la zone de sécurité commune ». « Un effort doit être fait afin que de tels événements ne se reproduisent pas à l'avenir et nous vous demandons de ne pas provoquer » ajoutait le message.

Les Etats-Unis et la Corée du Sud ont qualifié ce texte « d'inacceptable » car Pyongyang « ne reconnaît pas sa responsabilité ». L'organe du Parti Communiste nord-coréen a répondu indirectement à cette arrogante déclaration des Etats-Unis en précisant que le peuple nord-coréen ne voulait pas la guerre mais qu'il n'en avait pas peur et qu'il était prêt à « anéantir jusqu'au dernier homme » les effectifs militaires US se trouvant sur le territoire si les impérialistes américains déclenchaient une nouvelle guerre de Corée.

En fait la position des Etats-Unis sur cette affaire commence à devenir difficile. Les non-alignés ont adopté à la fin de leur réunion de Colombo une résolution réclamant le retrait des troupes américaines de Corée du Sud. La Chine a apporté son soutien à la Corée du Nord et la « Pravda » a accusé les Etats-Unis d'avoir planifié cet acte criminel en vue d'accroître la tension dans le pays.

On peut se demander si l'incident de Panmunjon et son exploitation n'est pas lié à la campagne électorale qui se déroule aux Etats-Unis, le président Ford essayant, à travers de cette affaire, de redorer son blason. En faisant preuve de « fermeté », Ford pourrait espérer rallier une partie de l'électorat américain opposé à la politique étrangère de Kissinger et déçu par « l'abandon » de l'Angola.

Le New-York Times semble apporter sa caution « libérale » à cette opération de Ford. Selon ce journal, une « grave » menace de conflit existe en Corée et l'incident de Panmunjon « souligne la nécessité d'une présence américaine forte et patiente, de préférence sous les auspices des Nations Unies » en Corée du Sud.

Carter, le candidat démocrate à la maison blanche, après avoir hésité quelque temps à se prononcer, semble emboîter le pas à Ford. Le président a-t-il dit « a pris autant que je sache des mesures appropriées et je pense que M. Ford a été suffisamment modéré dans son usage de la force pour ne pas donner lieu à une confrontation plus sérieuse ». Une manière comme une autre d'infléchir les déclarations de Ford dans un sens moins « belliciste ».

Frédéric Carlier

LIBAN

Le baton syrien

• La ville de Tripoli se prépare à la résistance.

Les forces réactionnaires libanaises ont déclaré hier qu'elles assiégeaient la ville de Tripoli, au nord du Liban. L'étouffement de la ville est quasi total du fait du blocus maritime imposé par les navires syriens. L'état d'urgence est proclamé dans Tripoli et la résistance s'organise dans l'attente d'une offensive conjuguée des réactionnaires et des troupes syriennes.

Alors que les obus continuent à pleuvoir sur la capitale et que des batailles acharnées ont lieu sur le front de Chyah-Ain-el-Remmaneh, au sud-est de Beyrouth, la conscription obligatoire des Palestiniens a été décrétée publiquement par l'OLP. La Résistance palestinienne a mobilisé pendant les derniers jours des centaines de nouveaux combattants. Dans la région montagneuse du Chouf, fief du leader de la gauche libanaise, Kamal Joumblatt, le parti de ce dernier a recruté dans la même période des dizaines de jeunes libanais et les prépare militairement en vue de la bataille de la montagne qui n'a pas encore véritablement commencé.

Détournement d'avion en Egypte

• Un Boeing 727 des lignes intérieures égyptiennes a été détourné lundi matin alors qu'il effectuait la liaison Le Caire-Luxor. Les auteurs du détournement seraient, d'après les déclarations officielles égyptiennes, des libyens, des algériens et des palestiniens.

Ils revendiquaient la libération de cinq personnes emprisonnées en Egypte à la suite d'attentats commis contre deux personnalités politiques libyenne et sud-yéménite réfugiés en Egypte.

A 16 heures des troupes de chocs égyptiennes sont intervenues contre le Boeing, libérant les 92 passagers et arrêtant les auteurs du détournement.

Le régime syrien a de nouveau donné un ultimatum à la résistance palestinienne. Si un accord n'est pas réalisé avant le 5 septembre prochain, les troupes syriennes participeront à des batailles offensives, appuyées par l'aviation syrienne, pour « pacifier » le Liban en entier. Il semble que Tripoli soit le premier objectif si l'offensive a lieu; le régime syrien tentera de faire d'une pierre deux coups: obliger les palestiniens à négocier et « nettoyer » la ville (qui est à quelques kilomètres de la frontière syrienne) de toutes les forces de gauche.

Le régime syrien espère malgré tout un retour au calme avant le début du règne du nouveau président qui lui est inféodé.

L'Arabie Saoudite appelle elle aussi les Palestiniens à se « détacher » de la gauche libanaise et à appliquer l'accord signé avec les Syriens. Une attaque saoudite directe mais officieuse a été faite avec la gauche libanaise, l'accusant d'« entraver les chances de parvenir à un accord entre les phalangistes et les Palestiniens ».

Dix pays arabes ont jusqu'à présent approuvé la tenue d'un sommet arabe. L'OLP a, elle aussi, déclaré appuyer la tenue de ce sommet.

• Des contacts secrets auraient eu lieu récemment entre Elias Sarkis le nouveau président libanais qui doit entrer en fonction le 23 septembre prochain, et Giscard en vue de préparer la mise en œuvre de « l'assistance » française au régime libanais, rapporte le quotidien libanais Assafir. D'après certains milieux politiques libanais, Sarkis envisagerait une intervention de la France - en accord avec la Syrie - pour aider au « rétablissement de la stabilité et apporter éventuellement son concours à la reconstruction de l'armée et de la gendarmerie qui avaient été créées sous le régime du mandat français ».

CHILI

Arrestations, disparitions.

Amnesty International communique :

La vague de répression commencée au Chili en mai 1976 ne semble pas diminuer d'intensité.

Le 15 juin, une trentaine de personnes ont tenté de se réfugier dans les locaux de l'ex-ambassade de Bulgarie à Santiago, dont est responsable l'ambassadeur autrichien. Un fonctionnaire les ayant refoulés, ils furent arrêtés par la police et emmenés à Tres Alamos. Le lendemain, 22 personnes du groupe étaient relâchées, mais on sait qu'au moins une partie d'entre elles ont été réarrêtées dans la rue quelques instants plus tard. Le gouvernement n'a pas reconnu ces réarrêts. Parmi elles se trouve Raul Guillermo Cornejo Campos, dirigeant politique de gauche longtemps recherché, dont la femme, Viviana Altamirano, arrêtée en décembre 1975, torturée à plusieurs reprises, avait été utilisée comme otage, ainsi que plusieurs autres membres de sa famille. Celle-ci est, d'ailleurs, toujours détenue. Depuis la fin juillet, quatre journalistes connus ont disparu :

Hector Contreras, ancien dirigeant syndicaliste de la radio, a été arrêté le 17 juillet.

- Guillermo Galvez, 50 ans, père de 5 enfants, ex-directeur de la publication « Hechos Mundiales » de la maison d'édition Quimantu, est disparu le 28 juillet. On se souvient qu'un autre employé de Quimantu, Diana Aaron est morte sous la torture en 1975.

- Gladys Diaz, 35 ans, journaliste très connue au Chili, commentateur politique à la radio et présidente du Syndicat des journalistes de radio, avait été arrêtée en février 75 et durement torturée à la villa Grimaldi pour son activité politique dans le MIR. A l'occasion de l'assemblée de l'OEA, une journaliste américaine, Joanne Omang réussit à la voir en se glissant parmi les visiteurs de la prison de Tres Alamos. Cette interview fut publiée dans le Washington Post. Le 30 juillet à 10 heures, Gladys Diaz est emmenée du camp de Tres Alamos vers une destination inconnue. Depuis on est sans nouvelle d'elle et on craint le pire.

Cecilia Binimelis, journaliste de la radio Portales sous l'ancien régime, a été arrêtée le 10 août, chez elle, par 8 personnes qui ont mis à sac sa maison et ont abandonné sur place sa petite fille de 6 ans. La DINA vient de reconnaître cette arrestation.

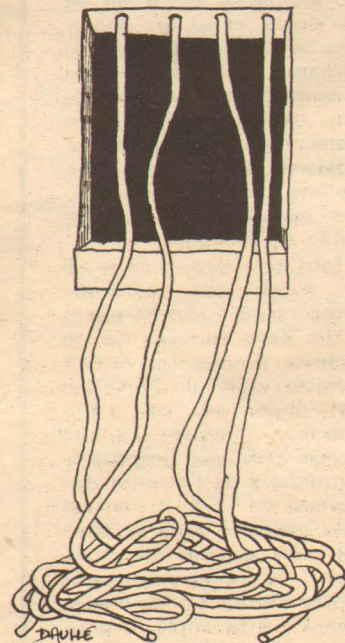
ITALIE

Les prisons sont en révolte

Depuis plusieurs jours un mouvement de protestation s'étend dans toutes les prisons italiennes. Commencé à la Nuovo de Turin, il a gagné en quelques heures les prisons de Nuoro en Sardaigne, de Florence, de Naples et de Sienne. Les prisonniers exigent l'application de la réforme pénitentiaire votée en juin dernier.

A Turin le mouvement a duré trente heures. Les détenus ont occupé le terrain de sport et les toits de plusieurs bâtiments. Ils ne sont rentrés qu'après avoir obtenu des assurances de la part d'une délégation des pouvoirs publics. Ils avaient envoyé de leur côté une délégation de huit hommes et de deux femmes. Une nouvelle reconquête est prévue pour le 31 août. En attendant ils ont entamé une grève de la faim.

A Nuoro, la police a ouvert le feu contre les prisonniers à l'intérieur de la prison. Deux hommes ont été grièvement blessés. Le mouvement avait commencé par le refus de nombreux détenus d'entrer dans leur cellule. Ils voulaient ainsi protester contre leurs conditions de détention. La veille, à Cagliari, un détenu avait trouvé la mort par « dépérissement de l'organisme suite à une mauvaise alimentation ». Il pesait trente kilos.



A Naples, dans la prison de Pigioreale, les 600 détenus ont également refusé de regagner leur cellule : ils exigent l'application du nouveau règlement de discipline, la réforme des codes et l'accélération des procédures judiciaires.

Pour les mêmes objectifs et en solidarité avec ceux de Turin, Naples et Nuoro les détenus de la Murate de Florence ont refusé de passer la nuit dans leur cellule. A Sienne enfin, une centaine de prisonniers de San Gimignano - la quasi totalité des présents - se sont réunis en assemblée pour discuter de la situation. Ils ont publié un communiqué pour « protester contre l'outrage que constituent les codes fascistes » et exiger « l'application des lois imposées par la lutte de tous les prisonniers et par l'opinion publique démocratique ». Ils ont décidé de se mettre en grève en « solidarité avec les prisonniers des autres prisons en agitation ».

Ce mouvement est le plus important qui secoue les prisons depuis 1969. Par son caractère massif, son degré d'organisation et son niveau de conscience il exprime l'expérience acquise à travers les luttes de 70, 71 et 73. Si à cette époque le gouvernement centre gauche pouvait réprimer brutalement la lutte des prisonniers, aujourd'hui le sous secrétaire du gouvernement Andreotti, Dell'Andro doit compter avec la force et l'homogénéité du mouvement.

J.Y. Touvais

Solidarité avec la résistance palestinienne et les forces progressistes libanaises

Les organisations suivantes : Le Parti Socialiste Unifié, l'OC-GOP, la Ligue Communiste Révolutionnaire, le Parti communiste révolutionnaire (m-l) et l'OC Révolution se sont réunies au siège du Cedetim afin de préparer une activité unitaire de solidarité avec la résistance palestinienne et les forces progressistes libanaises contre l'attaque syrienne et réactionnaire au Liban. Un premier communiqué a été élaboré que nous publions ci-dessous. Les organisations signataires appellent tous les révolutionnaires et les travailleurs français à se mobiliser aux côtés de la résistance palestinienne.

« Depuis des mois, les milices fascistes de la droite libanaise et maintenant l'armée syrienne appuyées par l'Etat sioniste d'Israël, l'impérialisme américain et ses alliés, s'acharnent contre la résistance palestinienne et toutes les forces progressistes libanaises.

Et depuis des mois une campagne d'opinion veut imposer l'idée que cette guerre civile ne serait qu'une guerre de religion entre chrétiens et musulmans.

En fait derrière cette guerre d'une atrocité inouïe perpétrée par les milices fascistes de la droite libanaise, derrière l'invasion de l'armée syrienne qui a pu intervenir sans que s'y oppose le gouvernement de l'URSS qui l'avait totalement équipée, il y a un plan de l'impérialisme américain et de l'Etat sioniste d'Israël.

Et ce plan est cautionné par les régimes réactionnaires arabes : il s'agit de mettre au pas la résistance palestinienne et les forces progressistes libanaises qui la soutiennent : alors pourrait être imposée au Moyen-Orient une « paix impérialiste » qui entérinerait la colonisation du peuple palestinien par l'Etat sioniste d'Israël et nierait ses droits nationaux.

Dans le même temps, un tel règlement ferait taire les revendications et aspirations des masses arabes face à leurs régimes réactionnaires.

Les massacres de Tall El Zaatar, la préparation de la « bataille de la montagne » indiquent trop bien que toutes les forces réactionnaires et l'impérialisme sont décidés à noyer dans le sang les forces et aspirations de la résistance palestinienne et des forces progressistes libanaises.

La résistance palestinienne et les forces progressistes libanaises font face fermement et rencontrent un grand écho dans les masses arabes.

Plus que jamais la mobilisation des révolutionnaires, des travailleurs et de toutes les forces progressistes est urgente pour que se développe une solidarité de masse :

- soutenant la résistance palestinienne et les forces progressistes libanaises

- exigeant et imposant le retrait de l'armée syrienne du Liban

- dénonçant le complot de l'impérialisme contre les droits du peuple palestinien et la complicité du gouvernement Giscard.

Dès à présent les organisations sous-signées appellent à développer l'aide médicale par la collecte de médicaments et d'argent pour les besoins sanitaires en liaison avec l'Association Médicale France-Palestinienne (24, rue de la Réunion 75030 Paris, Tél. 370.01.56, CCP La Source 34 521 83) qui demande au personnel médical volontaire de se faire connaître pour que puissent être constituées des équipes chirurgicales.

Paris, le 25 août
Parti socialiste Unifié, OC-GOP, Ligue communiste révolutionnaire, Parti Communiste révolutionnaire(m-l)

GUADELOUPE

LE VOLCAN AU SERVICE DU COLONIALISME

Pointe à Pitre, 23 août. De notre envoyée spéciale

Avant de quitter la Guadeloupe, O. Stirn a tenu une conférence de presse.

Il a annoncé les mesures qu'il entend présenter au Conseil des Ministres de mercredi.

Il a d'emblée situé ses préoccupations, en envisageant le retour des travailleurs agricoles dans les plantations de bananes évacuées. Il s'agit de préserver les intérêts des gros planteurs bananiers. Plus que la canne à sucre qui est en régression, les bananeraies qui exportent 3 000 t/semaine constituent l'activité exportatrice principale de l'île. Elle est en cours de concentration entre les mains de planteurs aux dents longues, pour la plupart békés (comme Max Martin). Or ces grandes plantations sont surtout dans la zone évacuée. Pour préserver au moins fictivement cette activité exportatrice Stirn proposera mercredi, d'autoriser l'exportation de bananes produites en Martinique, sous le label « Guadeloupe ».

Trois mesures

Les autres mesures envisagées sont les suivantes :

- la construction de logements d'accueil mis à la disposition des réfugiés, ainsi que quelques HLM, pour libérer les locaux scolaires à la rentrée et donner du travail aux entreprises de maçonnerie repliées ;

- le défrichage de 300 hectares de forêt en zone non sinistrée en vue de leur affectation à des cultures maraîchères. Ces dernières se sont en effet développées depuis peu en zone sinistrée. Elles fournissent des légumes de contre saison pour la métropole ;

- des recours aux entreprises industrielles et commerciales sinistrées : moratoires (quant au moratoire des loyers, dettes et impôts pour les habitants, il n'en a pas été question), facilités de crédit, affectation d'un silo vide comme local à Pointe à Pitre.

Ces mesures ont un aspect démagogique : elles laissent croire qu'elles auraient été élaborées démocratiquement, puisque Stirn se serait concerté avec les élus. De plus elles reprennent certaines des revendications de ces élus. Mais dans la réalité il faut bien considérer que même si le Conseil des Ministres les ratifie, leur application ne sera pas égale. Certaines, comme celles qui concernent les logements, risquent de n'avoir que l'ombre d'une exécution.

Plus largement, ces dispositions constituent l'ébauche d'un véritable plan de reconversion économique de l'île sous les auspices du colonialisme français.

D'une part, le pouvoir mise sur le fait que des réfugiés en assez grand nombre, las des aller et venues et risques, vont

se fixer en Grande Terre, ce qui favorisera la polarisation autour de la région de Pointe à Pitre à la grande satisfaction des technocrates guadeloupéens qui y voient une possibilité de « meilleur déploiement économique ».

D'autre part, la situation actuelle aide à la rationalisation et à la concentration du commerce bananier. Les grandes bananeraies qui se trouvent en plaine, pourront (sous réserve de celles détruites par l'éruption) reprendre leurs activités. Les petits planteurs, au contraire, se trouvent sur les pentes les plus exposées à l'éruption du volcan, en zone montagneuse. Moins concurrentiels, ils risquent d'abandonner définitivement leurs exploitations.

Des containers à Pointe à Pitre

Le danger d'éruption aide également à trancher un différent politique et social qui porte sur le lieu d'implantation d'un port bananier moderne pour la Guadeloupe. Le pouvoir et les gros planteurs voudraient créer un port apte à recevoir des navires porte-containers à Pointe à Pitre alors que les bananes sont aujourd'hui expédiées depuis Basse Terre. La population et surtout les 400 dockers organisés à la CGT pour la plupart, avaient jusqu'ici fait échec au projet. Ils avaient même obtenu de Giscard, lors de sa campagne électorale, la promesse d'une expansion du port de Basse Terre. Le danger du volcan vient donc à point au service de la containerisation et de Pointe à Pitre. Mardi ou mercredi prochain, pour la première fois, des bananes seront expédiées du port de Pointe à Pitre.

Ainsi le volcan permet d'accélérer les projets colonialistes à l'œuvre en Guadeloupe. La Basse Terre se transformera en grande bananeraie. Le vide démographique des pentes montagneuses permettra de transformer la zone forestière en parc naturel ou en circuit touristique. Les activités économiques des ports s'éteindront au profit de la plaisance et des « clubs méditerranée ». La population et les activités vont se concentrer autour de la « métropole » Pointe à Pitre.

Ce projet, typiquement colonialiste, donne la mesure de l'hypocrisie des déclarations électorales de Giscard et Cie sur la diversification de l'économie guadeloupéenne, particulièrement de l'agriculture. Ce ne sont pas les 300 hectares que Stirn propose de défricher pour des cultures maraîchères qui y changeront quelque chose.

Stirn préserve ainsi au mieux les intérêts du secteur dynamique du patronat local tout en maintenant des relations économiques typiquement coloniales avec la métropole.

Madeleine Verdi

CORSE

Après le Congrès de l'APC et l'occupation d'une cave

UN NOUVEL AVERTISSEMENT ?

Les 20 et 21 août, date d'anniversaire d'Aléria, l'association des patriotes corses (APC) tenait son premier congrès. Le 21 août, au soir, se déroulait le meeting final, le docteur Max Siméoni et une quinzaine d'autonomistes occupaient durant quelques heures la cave d'un rapatrié d'Algérie avant de la faire sauter au plastic.



Un militant armé et masqué surveille les issues de la cave

De notre correspondant

Créée en janvier 76, l'APC s'était voulue « l'héritière spirituelle de l'ARC », selon les termes de ses fondateurs. Soucieux toutefois de ne plus subir les pressions d'une jeunesse plus nationaliste qu'autonomiste, les dirigeants de l'APC avaient défini leur organisation comme « adulte ». Malgré ces longs silences, son retranchement derrière le sigle du « Comité de soutien aux patriotes emprisonnés » cette organisation vivant sur le souvenir d'Aléria a connu un succès important le 2 avril, lorsque 15 000 corses défilèrent dans la rue pour la libération des autonomistes emprisonnés. Aussi l'échec du premier congrès était-elle importante pour le courant autonome corse.

Il y a un an...

A 15 heures, le docteur et 20 000 personnes occupaient les gradins de l'immense chapiteau tendu pour l'occasion. Des familles entières s'étaient déplacées, arborant des

tee-shirts frappés de la tête de maure. Après le chant national, les orateurs devaient se succéder. En fait, les discours plus qu'une ligne politique montrèrent un art de plaire à chacun : « Nous sommes un parti légaliste, l'idéologie du FLN est proche de la nôtre ». Démarcation officielle par rapport aux clandestins, rappel du plan de l'action d'Edmond Siméoni. Les trois dirigeants de l'APC n'apportèrent guère de nouveaux éléments à ceux qui souhaitaient trouver une réponse à la situation actuelle de la Corse. De leur côté, une centaine de militants nationalistes de la CSC et de l'ULC (Union des lycéens corses) scandaient FLN, FLN, francosi fora.

En fin d'après-midi une nouvelle de taille était annoncée : Max Simeoni et une quinzaine de personnes parmi lesquelles des élus locaux occupaient la cave d'un rapatrié. Immédiatement, une partie de l'assistance se rendait sur place. A 10h 30, les autonomistes sortaient, quelques minutes plus tard, une énorme explosion détruisait les cuves de vin de la cave.

Répondant à la presse, Max Siméoni insistait sur le caractère individuel de son action, invitant les militants de l'APC « à ne pas suivre son exemple ». « Le pouvoir n'a pas tenu ses promesses, cette action est un avertissement ». Les raisons réelles de ce « coup d'éclat » sont en fait multiples : d'une part, le pouvoir n'a rien cédé depuis un an. La continuité territoriale n'est qu'une vaste fumisterie qui ne profite qu'aux riches possédants et beaucoup de sympathisants de l'APC sont de petits agriculteurs, pris à la gorge. D'autre part, Max Siméoni se devait de répondre « efficacement » aux actions du FLN qui, pendant le procès, est apparu comme l'organisation la plus efficace face au pouvoir.

L'action de l'APC est savamment pesée, il n'y a pas eu de mort d'hommes mais elle aura eu suffisamment d'impact pour donner aux frères Siméoni l'auréole qui leur faisait défaut. Désormais, tout dépend de l'attitude du pouvoir s'il emprisonne les occupants de la cave tout est possible. L'anniversaire de la nuit de Bastia tombe dans cinq jours. A sa manière, Max Siméoni a tenté de débloquer la situation en Corse. La balle est aujourd'hui dans l'autre camp.

Gabriel Pietri.

COMMUNIQUE

A la suite de l'appel lancé par de nombreuses personnalités françaises demandant la libération de Maître Klaus Croissant (exécuteur testamentaire d'Ulrike Meinhof, arrêté le 27 juillet dernier et libéré sous caution le 20 août) et la constitution d'une commission internationale d'enquête sur le meurtre d'Ulrike Meinhof, le comité international de défense des prisonniers politiques en Europe de l'ouest organise le 26 août à Stuttgart une première réunion de cette commission, dont le but est de faire l'entière lumière sur ce meurtre d'état et de condamner publiquement les responsables. A cette occasion les avocats d'Ulrike Meinhof déposeront une plainte pour meurtre.

Pour tous renseignements et pour participer ou soutenir cette commission d'enquête téléphoner au 252 49 62 de 17h à 20h ou écrire à V. Boucher B.P. 45 92 101 à Boulogne Billancourt.

France Soir

toute dernière

Fidèle à sa tradition, Rouge ouvre ses colonnes aux travailleurs en lutte. Voici ci-dessous la totalité de l'article que les journalistes de France-Soir ont imposé aujourd'hui en première page de France-Soir.

SIX JOURS DE GREVE A « FRANCE-SOIR »

Vous n'avez pas trouvé pendant une semaine « France-Soir » dans votre kiosque parce que les journalistes de votre quotidien veulent vous informer.

Ce n'est pas un paradoxe. France-Soir, en cessant de paraître, a engagé le plus grand, le plus noble des combats, celui de la liberté de l'information.

Voici 35 ans, certains d'entre nous, en faisant notamment paraître « Défense de la France » sous l'Occupation, se battaient pour être des hommes libres. Nous nous battons aujourd'hui pour demeurer des journalistes libres.

De simples mots que tout cela, pourriez-vous dire. Ne le pensez surtout pas. Qu'avions-nous donc appris de si grave, en ce chaud mois d'août, nous incitant à nous dresser au soleil, qui puisse justifier une si grande colère et nous jette dans une grève si longue, si dure ? Nous avons appris que nous avons été vendus avec des biens et des machines, qu'on nous avait « cédés » comme des meubles et des immeubles.

Or, il se trouve qu'un journaliste est un homme doublement responsable. Il est vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis du lecteur qu'il a pour mission d'informer.

Vis-à-vis de lui-même car ceux qui signent dans un journal sont entièrement responsables de leurs écrits. Ils assument la paternité entière de leurs articles. Ceux sont eux qui répondent de leurs éventuelles erreurs de jugement. Nul ne doit donc être en mesure de leur imposer d'une façon ou d'une autre ses directives ou autre consigne. Ils ne doivent avoir d'autre guide que leur conscience et l'objectivité.

Vis-à-vis de leurs lecteurs. Il y a toujours plusieurs façons de voir les choses, mais il n'y a qu'une seule façon de les regarder. Avec les yeux grands ouverts. Nombreux sont les journalistes qui ont payé de leur vie le tribut qu'ils estimaient devoir à l'information.

Nous ne voulons pas être « vendus ». Mais ce n'est pas là le seul aspect de notre lutte. Et une fois encore, c'est vous, lecteur, que cet aspect concerne au premier chef.

L'homme qui s'est, pour moitié, dit-on porté acquéreur de France-Soir possède déjà 12 quoti-

dients dont un grand journal parisien du matin tout récemment acheté. 9 hebdomadaires et bi-hebdomadaires, 11 magazines techniques ou spécialisés, une agence de presse enfin, dont nous allons le voir, il ne faut pas négliger l'importance.

Nous touchons là un point essentiel du conflit dans lequel France-Soir se trouve plongé. Un pays où règne le libéralisme est un pays bien inconnu. Un pays ne peut être bien informé que s'il possède de nombreuses sources d'information et, si possible, des sources les plus diverses.

Pluralisme de l'information, diversité des courants d'opinion, toujours des mots, pourriez-vous dire encore. Il n'y a qu'un pas d'une information d'Etat au parti politique unique. Nous n'en sommes pas là, bien sûr, en France, mais il n'est jamais trop tôt pour se dresser contre la mainmise sur l'information par le pouvoir quel qu'il soit. Contre tous les pouvoirs.

Lutter pour le pluralisme de la presse, c'est donc lutter pour les libertés. Mais c'est lutter aussi pour la garantie de l'emploi contre le chômage, en refusant la constitution de monopoles, les concentrations des entreprises de presse.

Pourquoi un « bon patron » possédant plusieurs organes d'information se paierait-il le luxe d'envoyer à grands frais plusieurs envoyés spéciaux à la Guadeloupe ou au Liban lorsqu'un seul journaliste de son « agence » pourrait assumer cette tâche pour toutes les publications de son groupe ?

Twist donc le sens de la grande bataille que nous avons engagée. Si nous l'avons interrompue, c'est par déférence à l'égard du juge qui ouvre aujourd'hui notre dossier en audience de référé. Nous invoquons, en effet, l'ordonnance signée en 1944 par le général de Gaulle, selon laquelle un seul homme ne peut posséder plusieurs quotidiens d'information.

Mais déjà, notre mouvement a eu un énorme retentissement en France et à travers le monde. La grève des journalistes de France-Soir a servi de déclic. L'indépendance de la presse, la liberté de l'information, nous venons d'en faire la preuve, ce ne sont pas que des mots.

LA REDACTION DE FRANCE-SOIR

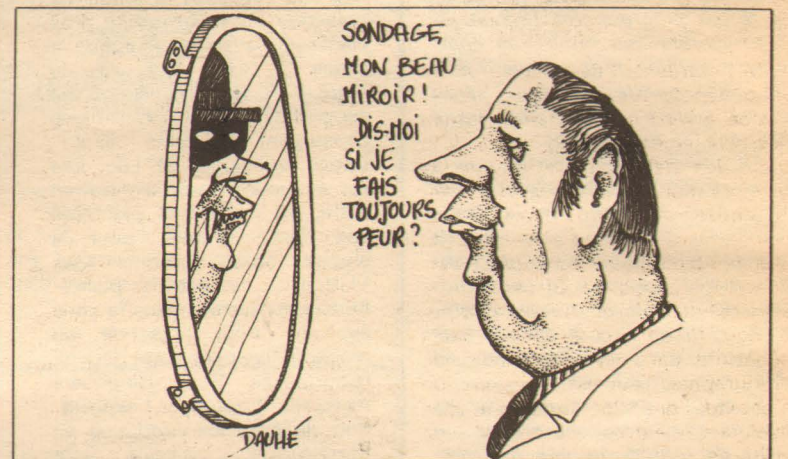
CIRCONSTANCE AGGRAVANTE: MEMBRE DU CAP

C'est bien pour son appartenance au CAP que Jean Lapeyrie a été transféré à la prison de Blois contrairement à la règle qui veut qu'un accusé soit enfermé dans le ressort de la cour d'Appel qui doit le juger. (cf. Rouge du lundi 16 août). Le directeur de la prison de Fleury-Merogis l'a confirmé à une délégation du CAP reçue le 20 août.

Dans un communiqué le CAP s'indigne d'une telle méthode et proteste aussi contre la rétention de courrier dont se rend coupable l'administration pénitentiaire vis à vis de Jean Lapeyrie. Ce dernier, par une lettre envoyée au garde des sceaux, a demandé à être de nouveau incarcéré à Paris.

Un sondage du Figaro sur l'insécurité L'ART DE LA MANIPULATION

Cinq colonnes en première, trois-quart de page en seconde, un sondage, rien moins que trois commentaires, dont un du directeur du journal... A l'évidence le Figaro hersanisé a choisi sa campagne en commandant et publiant les résultats d'un sondage fait par la Sofres sur l'insécurité. Tout le monde ne peut parler de la situation dans la presse et du conflit France-Soir. M. Jean d'Ormesson, directeur du Figaro, sans doute encore moins qu'un autre. Il nous servait donc hier, pour ne pas se rouiller, ses commentaires de sondage.



Un sondage au demeurant intéressant, moins en ce qu'il révèle sur le problème « sécurité » qu'en ce qu'il montre des résultats atteints par la campagne « sécurité ». Car en définitive c'est de cela qu'il s'agit. On ne sonde pas un phénomène, on ne sonde que le reflet qu'il prend dans la conscience des sondés. Une évidence, bien sûr, mais qu'il est bon de rappeler. Car les résultats de ce sondage servent - glissement classique - d'aliment aux affirmations les plus péremptoires sur la montée de l'insécurité. En vérité ce qui monte c'est la perception de l'insécurité, et une perception, en grande partie, cela se modèle.

Poniatowski peut être content. Le sondage du Figaro montre que sa campagne a marché. Ainsi les sondés, candides, ont demandé à leurs échantillons, après leur avoir demandé si l'on assistait à un accroissement de la violence (81% des réponses positives), quelles étaient les causes de l'accroissement de la délinquance. La violence et la délinquance ne sont pas des choses semblables ? Baste ! On ne va pas couper les cheveux en quatre ni vous donner le pourcentage de ceux qui pensent que la délinquance n'augmente pas ! Ça risquerait de ternir l'image que l'on veut vous donner.

Donc on a demandé quelles étaient les causes de la recrudescence de la délinquance. 30% mettent en cause la clémence des juges (contre 15% en mai 75), tandis que 22% rendent les travailleurs étrangers responsables (contre 10% au précédent sondage). Toutes les autres réponses proposées (l'insuffisance des effectifs de la police, la libéralisation des mœurs, le chômage des jeunes, les conditions de vie moderne, la perte du sens de l'autorité et de la discipline) ont, elles, un pourcentage sensiblement inférieur aux réponses du précédent sondage.

Une lumineuse démonstration des résultats d'une campagne. Juges et immigrés ont, en effet, été nommément désignées comme des

bouc-émissaires par une certaine presse et même par nos ministres, Poniatowski en tête. A tel point que lors d'une conférence de presse récente, le MRAP et les syndicats de policiers ont tenu à mettre en garde contre la montée du racisme et de la xénophobie officielle. Comment s'étonner que le sondage reflète une telle campagne ? Comment s'étonner aussi que le Figaro, la voix de Hersant, s'abstienne de rappeler ces faits ?

Des manipulations de ce genre, le sondage en est plein. Il fallait montrer qu'il y a un sentiment d'insécurité dans l'air. Aussi a-t-on posé aux braves parents une question vicieuse : vous avez un enfant de 8 ans qui doit rentrer seul de l'école ; êtes-vous inquiet ? Oui ont répondu 84% d'entre eux (34% beaucoup et 50% un peu). Leur a-t-on demandé de quoi ils étaient inquiets ? D'un accident ou d'un enlèvement ? Le Figaro ne le dit pas. Autre question du même tonneau : vous vous trouvez pris en voiture au milieu d'une manifestation : Inquiets ? Pas inquiets ? Inquiets, pardi, à 82% (42 beaucoup et 40 un peu). Question subsidiaire (mais ce n'est pas Le Figaro qui la pose) : c'est normal et habituel d'être en voiture au milieu d'une manifestation ? Autre question : vous êtes dans un avion qui va s'écraser, ça vous inquiète ?

On pourrait continuer comme ça à l'avenant. Il ne manque rien dans ce sondage, même pas la majorité favorable à la peine de mort après la campagne gouvernementale que l'on sait, ni, bien sûr, la sensibilité au métro alors que des centaines de flics y logent en permanence et qu'on monte en épingle une attaque de rame qui apparaît de plus en plus comme de la haute fantaisie. Laissons la conclusion à M. d'Ormesson : « En face de cette situation, quels sont les remèdes ? Les poisons de la délinquance, de la violence, de l'insécurité, appellent un contre-poison : la police ». C'était dans notre série « Hersant vous parle en direct... ».

Georges Marion

Assemblée générale à France-Soir



Journées portes ouvertes à Chaix-Néogravure

Le 5 décembre 75, à l'annonce des licenciements, les travailleurs de l'imprimerie Chaix à St. Ouen décident la grève avec occupation des locaux, pour le maintien de l'emploi.

Après huit mois de lutte, c'est une dure épreuve que de passer le cap des vacances. C'est pour cette raison que les travailleurs ont organisé cette 5^e journée « Portes ouvertes », afin de briser le mur du silence.



A l'entrée de l'usine une voiture-sonoré appelle les passants à visiter l'usine, à venir prendre connaissance des problèmes de l'imprimerie. A la porte des ateliers, un groupe de six ouvriers montent la garde, discutant de choses et d'autres jouant à la belote. Dans le hall d'entrée, sur de grandes tables sont vendues des affiches à l'effigie de Giscard et de ses acolytes. Un ouvrier est chargé de nous faire visiter les locaux. Nous pénétrons dans un grand atelier de typographie. Tout est silencieux, on n'entend que le brouhaha des quelques autres groupes de visiteurs.

Après une visite d'environ 1/2 heure, durant laquelle, aucun détail sur les formes d'impression de la boîte n'a été oublié, nous sommes invités à poser des questions sur la lutte tout en nous rafraichissant à une buvette tenue par deux femmes. Un des délégués syndicaux nous fait un bref exposé sur le démantèlement de l'imprimerie : « Le 6^e plan prévoyait déjà 8000 licenciements, c'est alors que se rajoutait dans le VII^e plan, le célèbre plan Lecat. Selon ce projet, la France n'ayant pas de vocation graphique, il est nécessaire de supprimer 15 000 emplois supplémen-

taires... afin de satisfaire aux besoins du patronat français et de la presse bourgeoise et gouvernementale.

En novembre 74, après trois semaines de grève, un accord avait été signé avec le ministère de l'Industrie, prévoyant le maintien du potentiel industriel du groupe Néogravure.

En décembre 75, le patron dépose le bilan et annonce 1200 licenciements dans le groupe « Néogravure ».

Après ce complément d'information, nous prenons la direction de la sortie. Une caisse de solidarité et un livre d'or nous attendent. Le visiteur peut ainsi exprimer son soutien à la lutte des travailleurs de Chaix.

Après cette journée « portes ouvertes », les perspectives de la lutte des travailleurs de Chaix paraissent confuses. On peut regretter l'absence d'un débat sur les formes de luttes (remise en marche des machines au service de la lutte comme au *Parisien Libéré* ou au service des luttes, sans exclusive, comme à Caron-Ozanne), qui aurait largement contribué à la réussite complète de cette journée « portes ouvertes ».

Tom Gir

en lutte

CADOT. BOULANGERIE INDUSTRIELLE

La fédération CGT de l'industrie alimentaire vient d'adresser une lettre au ministère du travail au sujet de la liquidation de la boulangerie Cadot, afin de demander la tenue d'une table ronde. Il semble en effet paradoxal « d'avoir des chômeurs dans une profession où le manque de main-d'œuvre et la disparition des moyens de production aboutissent à des conditions de travail insupportables. »

Après avoir reçu à ce sujet, une délégation, le représentant du ministère s'est déclaré opposé à cette proposition et a expliqué qu'aucun industriel n'avait accepté de reprendre Cadot. La solidarité doit s'amplifier autour des travailleurs de Cadot.

GABA LICENCIE

Une menace de licenciement à brève échéance pèse actuellement sur les 45 travailleurs de GABA, chantiers navals à Bismery (Seine et Marne).

Correspondant.

ELECTION A LA SOCIETE GENERALE

Aux élections des Conseils de discipline (effectuées sur des listes nationales) la CFDT maintient la progression qu'elle avait enregistrée dans d'autres élections ayant suivi la grève de 74 : chez les employés la CFDT a 32,82 % des voix gagnant ainsi 9,96 % par rapport à 73 tandis que la CGT avec 21,14 % perd 4,83 % des voix. Quant à FO, elle perd 2,05 %, la CFTC, 2,38 %... Même phénomène chez les gradés, si bien, qu'au total, la CFDT est l'organisation la plus représentative avec 30,64 % des voix contre 17,49 %, FO 15,62 %, le SNB (CGC) 16,28 %.

Les paysans et le Front Populaire

LES PAYSANS-TRAVAILLEURS DEÇUS

Les réticences des paysans devant la perspective de changements sociaux, fut un argument employé par des hommes politiques de gauche au cours du mois de juin 1936 pour freiner les luttes ouvrières. Pourtant, au lendemain des élections de mai, la presse insistait sur l'appui des électeurs au Front Populaire : « Les paysans, dans leur ensemble, ont fini par comprendre, la malfaisance du régime capitaliste », écrivait, le futur ministre de l'Agriculture, Georges Monnet (le Populaire du 9 mai). Dans les départements « rouges » du sud-Ouest la volonté paysanne, de transformations profondes, était particulièrement forte. Un délégué au congrès fédéral socialiste du Lot-et-Garonne (24 mai), parlant au nom « des masses paysannes » déclarait : « il faut prendre sans hésiter les leviers de commande. Elles font preuve d'esprit révolutionnaire ». Déjà, le représentant de ce département rural, au conseil

national SFIO du 10 mai 1936, avait réclamé la prise du pouvoir immédiate et la création de comités populaires. Ne généralisons pas, le propre de cette classe sociale hétérogène qu'est la paysannerie, est d'avoir des comportements politiques multiples, hésitants. Nous voulons seulement souligner :

1. Dans leur ensemble, les agriculteurs pauvres ne pouvaient plus accepter leur situation devenue catastrophique.

2. Les ruraux, sauf les grands propriétaires, ne manifestèrent pas d'hostilité à l'égard des grévistes, et ce malgré les campagnes de la presse bourgeoise.

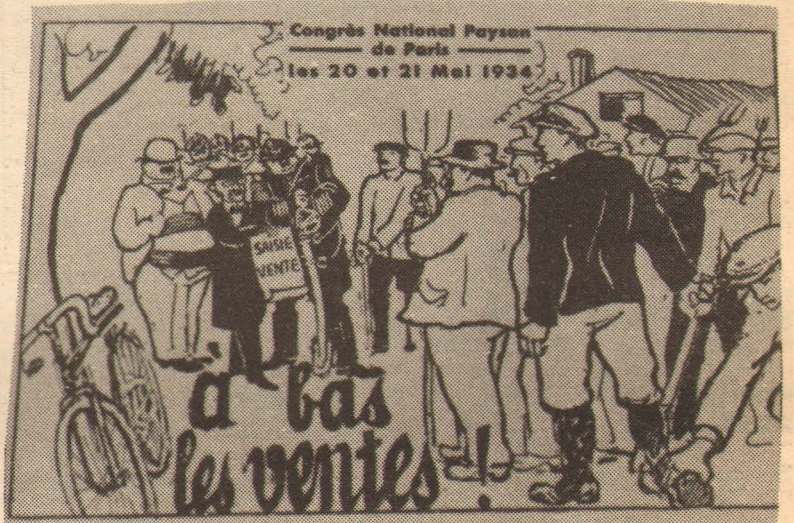
3. L'influence des agrariens fascistes était fragile et seule une politique offensive, s'attaquant aux intermédiaires, aux grands propriétaires, pouvait briser leur démagogie.

Une partie de la paysannerie française se réclamait traditionnellement du socialisme, sinon du communisme. Le pacifisme, l'antimilitarisme, avaient joué un rôle fondamental dans leur ralliement. On ignore trop souvent (faute d'écho dans la presse) la résistance des ruraux au jusqu'aboutisme, pendant la Première guerre mondiale : « la graine de révolte abominable semée par M. Brizon et par les autres députés kienthaliens (1) germe dans la campagne » notait avec effroi, le sous-préfet de St Amand (Cher) dès décembre 1916. Les ruraux firent pencher la balance en faveur de la III^e Internationale, lors du congrès de Tours. Le Parti Communiste était pour eux, le parti de la lutte contre la guerre, d'où une certaine désaffection quand le PC devint partisan de la défense nationale. Le communisme, c'était aussi : « la terre à ceux qui la cultivent, la mécanisation pour tous, la fin du règne des intermédiaires », la coopération. Le PC confronté dès sa création au puissant mouvement des métayers de l'Aquitaine, avait élaboré au congrès de Marseille (décembre 1921), un programme agraire transitoire approuvé dans ses grandes lignes par Lénine. Il tenta avec un succès limité d'organiser ses sympathisants et les cultivateurs combattifs dans le conseil paysans (1925) puis la C.G.P.T (1929).

La lutte contre les saisies-ventes

La crise économique toucha dans les années trente la paysannerie, particulièrement les métayers et fermiers, dont les baux avaient été fixés avant la chute des prix agricoles. La CGPT mena des actions directes spectaculaires contre les saisies-ventes des exploitations endettées. Par la « folle-enchère », le chahut, la menace, les paysans empêchèrent l'action des huissiers dans le sud-ouest, le centre, et même la Bretagne. L'analyse détaillée des résultats électoraux prouve que le PC recueillit les fruits de cette combativité.

Pourtant, en 1935, les communistes adaptèrent leur politique paysanne à la stratégie de Front Populaire, reniant le Programme de Marseille pour aboutir à un « programme de sauvetage de l'agriculture française » digne du parti radical. S'adressant à toute la paysannerie, il proposait la revalorisation des produits agricoles et la réduction des charges. Radicaux et socialistes approuvèrent le programme, cependant ils préconisèrent la multiplication des offices nationaux d'achat et de vente. Le PC n'acceptait que celui du blé pour ne pas heurter la méfiance séculaire des paysans vis à vis des organismes d'Etat.



Abandonnant la lutte de classe à la campagne, la CGPT préconisait l'Union de tous les paysans de France. Sur sa lancée, elle demanda en septembre-octobre 1935 (faut-il en rire ou en pleurer ?) des actions communes au parti Agraire, puis son adhésion au Front Paysan dirigé par le fasciste Dorgères. Les réponses ne manquèrent pas de sel. Fleurant Agricola, président du Parti Agraire « Nous ne pouvons moins faire que de vous prier de remarquer que votre proposition émane de la CGPT qui est un syndicat et qu'elle est adressée au Parti Agraire qui est un parti politique, lequel s'est donné pour mission essentielle de conquérir la part de pouvoir qui est due à la classe paysanne ». Quant au Front Paysan, il déclara que la CGPT pouvait lui donner son appui, non pas en s'affiliant directement mais en adhérant à l'une des trois composantes du Front, au Comité d'action paysanne du Comte de Guébriant à condition d'accepter le programme préconisant l'instauration d'un Etat corporatif. Malgré le refus de la direction nationale des syndicats paysans travailleurs de base, rejoignirent le Front Paysan.

Les communistes avaient cautionné le « fascisme vert » au moment le plus favorable pour le démasquer. D'ailleurs les paysans tentés par les groupes agrariens se méfiaient depuis les événements du 6 février 1934 et l'apparition des ambitions politiques d'Agricola et Dorgères, à l'occasion d'élections partielles.

La trêve des luttes

Plus grave encore, les communistes abandonnaient le terrain des luttes pour ne s'intéresser qu'aux mesures gouvernementales. Le 17 octobre 1936 dans le Loiret le 29 novembre en Mayenne, des saisies-ventes purent avoir lieu sans manifestation. Cessèrent également les actions des métayers imposant le partage au 2/3 et celles des paysans payant leurs impôts en blé, en raison des cours très bas des céréales.

Pendant les grèves de juin, la majorité des paysans observèrent avec sympathie le mouvement et parfois le soutinrent matériellement. Certes des cultivateurs entraînés par les troupes de Dorgères attaquèrent la sucrerie de Toury (Eure-et-Loir) occupée par les ouvriers. Même ce cas extrême reste ambigu. La majorité des manifestants étaient hostiles non aux ouvriers mais à la direction qui avait rompu leur contrat. Plusieurs déclarèrent être favorables à la reprise de la production sous contrôle ouvrier-paysan.

Bilan du réformisme

La paysannerie attendait des transformations profondes. Que lui proposa la chambre du Front Populaire ? Renaud Jean, paysan communiste, président de la commission d'agriculture du Palais-Bourbon, constatait lui-même au congrès national d'Arles (décembre 1937) : « l'œuvre législative agricole du Front Populaire tient en entier dans la création de l'Office interprofessionnel du blé » et il ajoutait « l'Office ne sert que le 1/8 ou le 1/10 des paysans de France ». Quand aux propositions de lois sur le métayage, la propriété culturale des fermiers, les allocations familiales aux ouvriers agricoles et petits exploitants, toutes furent bloquées au niveau du Sénat. Le PC et la SFIO prisonniers de leur politique de collaboration de classe constatèrent passivement le désarroi des ruraux. Inquiet Renaud Jean déclarait à Arles : « les masses paysannes avaient placé leurs espérances sur le Front Populaire c'est-à-dire sur l'alliance avec la classe ouvrière. Prenons garde que parmi elle ne naisse et ne s'étende l'idée d'avoir conclu un marché de dupe ».

Claude Pennetier

(1) Nom donné aux participants et partisans de la conférence de Kienthal (juin 1916) réunissant des socialistes européens (dont Lénine) hostiles à la guerre.

ARMEE

Chronique du temps des classes

En attendant les grands combats

Demain, les choses sérieuses vont commencer : on part avec tout le barda pour faire le bivouac, et puis vendredi c'est le premier parcours du combattant. Ah oui, en plus : mercredi on commence à tirer. Y a pas à en douter, cette fois c'est bon, on va devenir des guerriers.

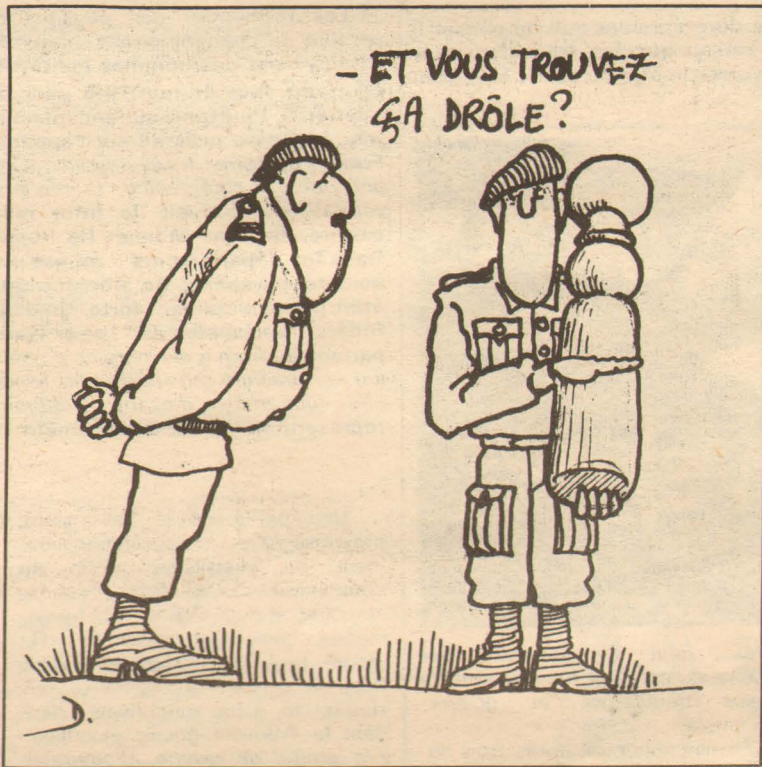
Jusqu'à maintenant, c'était plutôt calme. A part les cross et les parcours naturels, avec un peu de musculation, rien de bien trop méchant. Jusqu'à maintenant le PEG (ça veut dire Peloton d'Elèves Gradés, espèce de planqués) a surtout eu droit aux topos théoriques (comme ils disent) sur la hiérarchie, la discipline, l'instruction civique. Le genre « l'armée ne fait pas de politique » et « pour que ça marche faut bien des chefs ». En fait on nous apprend surtout à ne pas confondre une serpatte et un colon, et à baliser comme il convient devant tous ces messieurs. A part ça : un peu d'ordre serré, mais pas trop de crapahtage.

L'encadrement est plutôt calme. Les appelés comme les engagés. On a de la chance parce que les gars de l'autre compagnie, ceux qui vont aller en compagnie de combat, ont droit à un autre régime. Depuis une semaine ils marchent, ils courent pour un oui ou pour un non, avec des gradés qui n'arrêtent pas de gueuler. Il y en a déjà pas mal qui ne peuvent plus marcher.

Ce qui est vraiment remarquable c'est la diversité des catégories qu'on arrive à créer dans un même contingent : les futurs gradés, les futurs crapahuteurs, les bœufs, les futurs spécialistes, chauffeurs, cuisiniers, bureaucrates, etc. Disons qu'il y a d'un côté le niveau bac et plus et de l'autre les jeunes types qui sortent de l'école avec ou sans diplôme. Pas d'amalgame, deux traitements différents. Les clivages de la vie civiles se maintiennent. Mais en même temps les sections sont plus homogènes, les chambrées sont très soudées.

Pas mal de sous-offs appelés donnent un coup de main aux « bleus » pour qu'ils se mettent dans le coup. Chez nous, dès le deuxième soir il y a eu une descente du chef de section dans la piaule. On était autour de la table avec le chef de chambre, on discutait. Le chef y va de sa petite démagogie : « très bien vous vous entendez bien avec les appelés, il faudra leur expliquer le sens de leur vie ici, etc. » Le chef de chambre n'a pas tardé à lui faire comprendre que pour nous expliquer un truc de ce genre là il faudrait d'abord qu'il sache lui-même ce qu'il foutait là.

Les anciens aussi sont sympas. On discute le soir avec eux. Ils nous racontent certaines luttes récentes. Des anecdotes. Par exemple : le jour où tout le régiment au garde à vous



a vu la montée des couleurs...avec un superbe drapeau frappé de la fucille et du marteau... ! Bref : on ne peut pas dire qu'il y ait un racisme anti-bleu de la part des appelés et des petits cadres.

Voilà : les premiers jours, c'est un peu la colo. Même qu'on choppe des boutons. Ça va pas durer, la belle vie, je le sens.

P., appelé de la 08/76

les temps modernes

TENTATIVE DE SUICIDE PAR LE FEU A LA PRISON D'ORLEANS

★ Un détenu de la maison d'arrêt d'Orléans vient d'être hospitalisé, dans un état désespéré. Après avoir bu du diluant pour peinture et s'en être aspergé tout le corps, le détenu a mis le feu à ses vêtements. Brûlé à 90%, les médecins estiment qu'il y a peu de chances de le sauver.

Ce détenu devait comparaître aux Assises dans quatre mois, sous inculpation de tentative de meurtre de sa femme. Il avait par lettre prévenu de sa détermination d'en finir avec la vie. Encore un, sans doute, qui, par chantage « insupportable », voulait faire pression sur dame justice.

LE JOURNAL OFFICIEL AUTORISE L'EXTENSION DU NUCLEAIRE

★ Le pouvoir profite de cette fin de vacances, pour autoriser l'Electricité de France à construire de nouvelles tranches du programme nucléaire. Ainsi dans ce mois d'août ont été autorisés par le Journal Officiel 4 tranches dans la centrale nucléaire de Tricastin, 4 tranches pour la centrale nucléaire de Dampierre en Burly et deux pour celle du Blayais. Le Journal Officiel du 19 août annonce enfin deux nouvelles tranches à Nugey qui porteront, une fois leur construction achevée, la centrale à une puissance de 4 200 mégawatts, achevant ainsi la transformation de ce qui était une centrale expérimentale en un site exploité.

En deux mois, douze tranches ont été autorisées, soit 11 millions de mégawatts.

UN PATRON ESCROQUE UN TRAVAILLEUR PORTUGAIS

★ Un ouvrier agricole portugais de 64 ans a travaillé en France pendant un an sans être déclaré, et sans recevoir de salaire. C'est ce qu'écrit Joao Saturno qui est arrivé en France le 29 mai 75 avec un passeport de touriste qui ne l'autorisait à rester que trois mois. Il espérait malgré son âge trouver du travail comme des centaines de milliers de ses concitoyens.

Il déniché un emploi chez un éleveur qui le loge et le paye 800 francs...le premier mois, puis seulement 300 et enfin un petit billet de temps en temps. Aux questions de son ouvrier le patron répondait : « Ne t'inquiète pas, j'ai versé le reste en banque ». Le portugais finit par demander son compte mais sans succès, il continue de travailler...jusqu'au 26 juillet où il va voir les gendarmes. Ces derniers essaient de « régulariser » la situation, mais le patron nie avoir jamais employé Joao : « Je me suis occupé de lui par pitié, mais jamais il n'a été engagé ». Et voilà Joao Saturno va devoir retourner au Portugal, la lutte pour l'instant pour être payé de son travail avant de regagner son pays. La « pitié » des patrons décidément...

A propos de la lutte contre le camp de Canjuers

Le journal « La Bugada » en guerre contre les anti-militaristes ?

Dans Rouge du 11 août, nous publions un appel de La Bugada à une fête contre Canjuers. La Bugada y critiquait vivement l'attitude des organisations d'extrême-gauche et y entendait dorénavant assumer seule la lutte contre le camp. Après la faible affluence à leur fête (50 personnes environ !), nous publions des extraits d'une lettre qui s'étonne de l'attitude sectaire - voire nationaliste - du journal occitaniste.

Récemment mise en cause par le groupuscule occitaniste La Bugada après mon article sur Canjuers (Voir Rouge du 22 juillet et 11 août) je veux apporter quelques précisions sur la situation de l'antimilitarisme dans le Haut-Var.

Certains se rappelleront de la fête populaire de la Sainte Baume du 17 juillet 76. Quelques heures à peine après la projection d'un montage diapo sur Canjuers et les nuisances de l'armée, présenté par le Groupe d'Information du Haut-

Var (projection à laquelle La Bugada n'avait pas participé), un des membres de ce petit journal nationaliste a eu l'audace de déclarer que rien n'a été fait jusqu'à présent contre Canjuers, mais que maintenant tout allait changer... grâce à La Bugada. Ce charmant petit discours qui à lui seul tirait un trait sur quatre ans d'actions laborieuses du CDA, CAM, GIHV, PSU, du journal Citron Hallucinogène et d'autres groupes divers, a provoqué quelques remous dans l'assistance. Un participant (jour-

naliste à Libé) étonné par la fausseté politique de cette intervention s'est vu répondre net par l'équipe de La Bugada : « l'antimilitarisme on n'en a rien à foutre ». Ça a jeté un froid.

Dans sa lettre à Rouge, La Bugada s'étonne de l'absence du CAM et du GIHV lors des réunions unitaires contre Canjuers, qualifiant ces organisations de « fantomatiques ». Alors les mecs ?

N'est-ce pas vous-même qui avez violemment interdit la participation du CAM (trop à l'extrême-gauche) dans la lutte unitaire contre Canjuers ? Face à cette exclusive, le GIHV écoeuré par tant de sectarisme a préféré se désolidariser de l'action unitaire.

Sur quelle base La Bugada s'appuie-t-elle pour clamer que l'action des habitants de Tourtour (pas touristes ou parisiens pourtant) contre le défilé du 14 juillet dans leur ville est minime ?

La fête antimilitariste du 14 juillet 74 a eu un impact important sur la population des alentours. Si les habitants de Tourtours deux ans après ont pris position contre l'armée, si les parents d'élèves de Salernes (Var) protestent à l'occasion d'une visite scolaire à Canjuers, ce n'est pas par hasard.

Mais, la lutte contre Canjuers ne suffit pas à capter l'énergie de la Bugada. Il lui faut encore jouer à la gueguerre avec les groupes qui sont depuis longtemps engagés dans la bagarre antimilitariste.

Ils ont vraiment de sacrées ambitions dans ce journal. Faut être drolement optimiste et sûr de soi pour tenter de monopoliser la lutte contre Canjuers. Sérieusement, je ne pense pas que ce soit là une stratégie efficace à adopter contre l'extension du camp militaire.

Muriel Favarel.



La confiture de mûres

Les confitures : on a intérêt à les faire par grandes quantités. Pour cinq kilos de fruits, on comptera quatre kilos de sucre. Après avoir enlevé les queues et nettoyé les fruits, on les met avec du sucre dans une bassine à confitures, ou une marmite, ou une cocotte minute, et on laisse macérer pendant douze heures.

Après, la cuisson : elle ne dure que vingt minutes à feu vif à partir du moment de l'ébullition, les mûres contenant de la pectine, les confitures prennent facilement et on n'a pas besoin d'utiliser de la pectine chimique (vit'pris ou autres). Important : il faut tourner les confitures vigoureusement durant toute la cuisson.

La mise en pot : pendant que la confiture est chaude, on met en pots lavés - et stérilisés si possible - et clos de façon étanche (bouteilles de jus de fruits, verres de compotes, confitures). Si l'on veut conserver les confitures plus de trois mois, il faut stériliser les pots et recouvrir les confitures de parafine, ou mieux utiliser des pots spéciaux vendus en droguerie, couteux mais efficaces et réutilisables indéfiniment.

La confiture se consomme dès qu'elle est froide.

La Taupe aux fourneaux

C'est officiel, le jour J. des confitures de mûres est arrivé maintenant dans toute la France. La saison de ce fruit sauvage durera environ un mois, elle s'achève avec les premières pluies violentes de l'automne qui détruisent les fruits.

Donc pour l'instant, la cueillette. Il faut cueillir les plus noires et les plus grosses, en évitant les mûres qui se trouvent au bord des routes fréquentées, et aussi celles des régions en cours de rémembrement, ou celles qui ont très mauvaise mine (elles risquent d'être traitées).

Orange, Aix, Arles, l'opéra en plein air

Quand on aime les voix

« Provence, terre des festivals » - ainsi s'intitule un dépliant donnant le détail des « 42 festivals » qui, en juin, juillet et août, regroupent « 700 manifestations » en « 75 lieux et sites historiques ».

On comprend bien les raisons du développement ininterrompu de la « festivalité », ici, beaucoup d'atouts existent « naturellement » : le climat et les sites (encore que tout beau site ne soit pas forcément bon du point de vue acoustique, comme Paul Alliès avait raison de le faire remarquer à propos d'Arles), le public sur place et disponible (milliers de touristes en vacances), l'industrie hôtelière et l'infrastructure multiforme liée au développement du tourisme (proximité de la Côte d'Azur) ainsi que les capitaux prêts à s'investir dans le cadre du « développement régional ». Reste à des municipalités ou conseils régionaux « dynamiques » à s'entourer de conseillers artistiques si possible bien vus au secrétariat d'Etat à la culture : il s'agit d'obtenir des crédits et d'assurer le concours d'artistes/vedettes montantes ou déjà consacrées dont la présence ou non détermine le succès spectaculaire ou la discrétion relative de tel festival - aucun jugement de valeur artistique dans cette différenciation.

Les chorégies d'Orange et le festival d'Aix appartiennent tous deux à la catégorie des « grands festivals » spectaculaires. Ils sont portant fort différents. Les chorégies d'Orange existaient avant la deuxième guerre mondiale, consacrées aussi bien au théâtre dramatique et lyrique qu'à la chorégraphie et à la musique instrumentale. Reprise de quelques années après la guerre et nouvelle interruption. Leur nouveau départ ne remonte qu'à 1971. A l'origine la conception qu'en avaient les deux directeurs artistiques, Jacques Bourgeois et Jean Darnel, consistait à regrouper pour un seul soir la distribution la plus prestigieuse possible, c'est à dire rassembler pour chaque rôle de tel opéra, les « titulaires » de ces rôles les plus connus à l'échelle internationale comme seuls jusqu'alors les enregistrements avaient pu le faire.

Politique de prestige et fort couteuse ? Bien sûr : mais le prestige « paie » sous la double forme des crédits accordés par le gouvernement (on ne parlera pas que de Bayreuth et de Salzbourg, on parlera aussi d'Orange) et des prix des places prises par des milliers de gens dont c'est la première ou l'une des seules occasions d'assister à un spectacle lyrique mais dont c'est en tous cas la seule possibilité de voir chanter les « vedettes » connus seulement pas le disque ou la radio.



La Traviata de Verdi (Gamma).

Et s'il est vrai que le vedétariat en musique, comme ailleurs, a quelque chose de malsain, s'il ne permet de résoudre aucun des problèmes fondamentaux posés dans les pays capitalistes avancés aujourd'hui par la pratique artistique (enseignement, l'emploi de ceux qui ne deviennent pas vedettes, l'impossible rentabilisation d'un spectacle, surtout d'un opéra...etc) la critique du vedétariat comporte aussi sa propre limite car rien n'est plus personnel, individuel même que de « jouer » et surtout de chanter.

Or quand on aime les voix, (rendons cette justice aux « classiques » européens des 18 et 19èmes fort décriés par les temps qui courent, d'avoir admirablement mis la voix humaine, cet admirable instrument, en valeur), on peut considérer que la fin d'Othélo de Verdi, l'an passé à Orange, par le ténor John Vickers, les beaux airs douloureux d'Elisabeth de Rossini par Montserrat Caballé, soprano espagnole (Arles 75) ou encore les superbes vocalises de Sylvia Sass dans la Traviata de Verdi à Aix, cet été, nous ont procuré de grands moments. C'est bien la raison pour laquelle, en attendant (certes pas passivement !) qu'un autre public puisse goûter et pratiquer un autre art (et/ou le même autrement enseigné/appris, pratiqué, diffusé) dans une autre société, nous continuerons à fréquenter Orange et Aix.

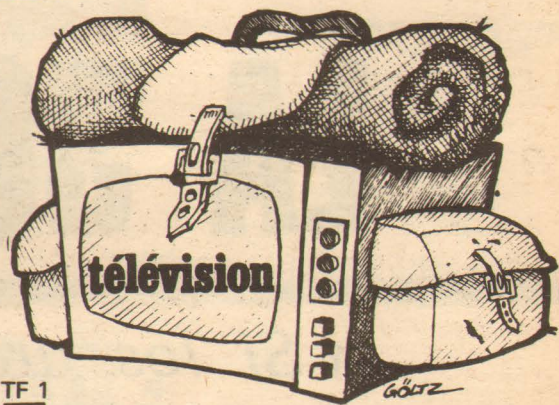
Les choses, du reste, commencent à bouger : il n'est que de voir le public d'Orange pour constater à quel point et en combien peu d'années ! Par rapport à l'Opéra de Paris et au festival d'Aix

d'avant 1970, ce qui frappe tout d'abord, c'est la jeunesse du public : des milliers de moins de 30 ans. Et surtout la disparition totale de la tenue de gala. Rien ni personne ici qui rappelle le public ultra-sélectionné des « grandes soirées » parisiennes. D'ailleurs le « tout Paris musical » et la grande bourgeoisie en villégiature dans la région ne comportent pas 10 ou 12000 personnes, ce que rassemble chacune des manifestations d'Orange.

Ne parlons pas de « démocratisation de la culture » : ça n'aurait guère de sens mais - et c'est sans doute là le seul désaccord avec l'article de Paul Alliès - Orange peut être considéré comme le premier festival (chronologiquement et numériquement) populaire (1) de musique lyrique en Europe. Ce n'est pas si mal...et c'est dans ce cadre là qu'il convient de rendre compte des représentations d'Aida de Verdi et de Lohengrin de Wagner.

Jean-François Godchau.

(1) A condition de s'entendre sur « populaire » et de ne pas faire de populisme, d'ouvriérisme, de misérabilisme, etc ! Non il ne devait pas y avoir beaucoup de travailleurs immigrés, d'OS ou de jeunes CET, l'autre jour à Orange. Qui la majorité du public était d'origine « petite-bourgeoise ». Mais c'est le même cas dans toutes les autres manifestations artistiques aussi « modernes » et « engagées » soient-elles (pop, jazz, etc...). On ne comprend pas ce qui se passe si on ne met pas en valeur ici l'évolution, l'élargissement...



TF 1

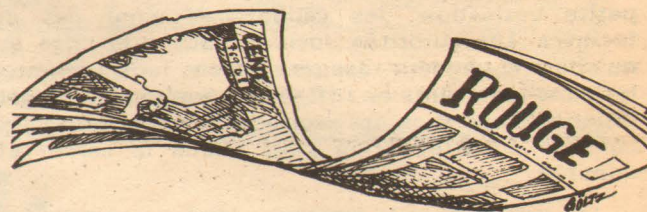
- 12.30 Le francophonissime
- 13.00 Journal
- 13.45 Objectif santé
- 14.00 Les six femmes d'Henri VIII
- 18.20 Pour les jeunes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Le village englouti (F.)
- 20.00 Journal
- 20.30 L'étrange visite (TV Américain)
- 21.45 Le sens de l'histoire N° 1 La fête
- 22.45 Journal

A 2

- 15.00 Flash d'information
- 15.05 Aujourd'hui madame
- 15.55 Mission impossible (Série américaine)
- 16.45 La mer et les hommes (documentaire)
- 17.15 Ma sorcière bien-aimée (série américaine) ... Qui a eu beaucoup de succès dans les pays anglo-saxons il y a quelques années.
- 17.45 Vacances animées
- 18.15 Ce jour-là, j'en témoigne 8 novembre 1942
- 18.40 Le palmarès des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualité régionales
- 19.40 Bonjour Paris (Feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Les dossiers de l'écran Douglas Mac Arthur Après un montage de documents d'actualités de l'époque, suivra un débat sur la « défaite politique du vainqueur du Pacifique ». Avec l'ancien aide de camp de Mac Arthur, un professeur de la Sorbonne, un avocat américain, etc.
- 23.30 Journal

FR 3

- 19.05 Etranger, d'où viens-tu ?
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Les Osmonds brothers (DA)
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Aventures Le tigre du Bengale (1958) La dernière œuvre de Fritz Lang et dont la seconde partie Le tombeau Hindou, sera diffusé mardi prochain
- 22.05 Journal



Centre de création industrielle Beaubourg.

Une réaction au coup de force se dessine

CCI : une réaction au coup de force gouvernemental se dessine

Il faut se rafraîchir la mémoire. Nous en avons longuement parlé dans notre n°79 et y étions brièvement revenu dans le n°93. Parlé de quoi ? Du CNAC et du CCI, et de la politique totalitaire du gouvernement. Du licenciement aussi, pour écart de pensée, du directeur du CCI, François Barré. Se profilait à l'époque l'ombre d'une réaction d'ampleur au coup de force ministériel.

L'ombre s'est agrandie et a même pris un peu de chair : une pétition internationale (cf.ci dessous), diffusée depuis le début juillet, et réclamant la réintégration de François Barré à d'ores et déjà recueilli plus de 1250 signatures (de personnalités et d'organismes divers).

Un petit pavé qui risque de faire des bulles dans la mare où il est tombé. Dès la rentrée. A quelques mois de l'ouverture officielle du CNAC...

Manifeste de soutien au CCI

Le 14 juin 1976, François Barré cofondateur en 1969 et depuis lors principal artisan du développement du « Centre de Création Industrielle » (CCI), a été licencié sans préavis du Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou (Baubourg), dont le CCI constitue depuis 1972 un des quatre départements. Sa vocation a toujours été jusqu'ici de proposer au public une information libre dans les domaines relatifs à notre environnement quotidien : architecture, urbanisme, design de produits, communications visuelles.

SOLIDAIRES DU PERSONNEL DU CCI, NOUS, SIGNATAIRES DE CE MANIFESTE :

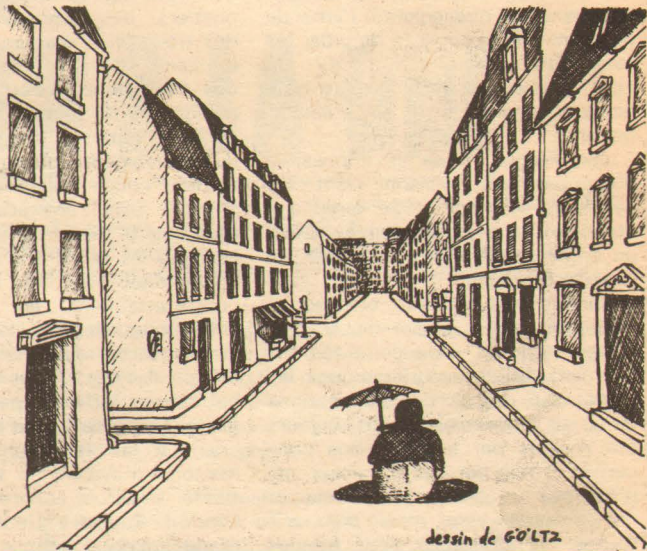
Témoignons de notre profonde émotion devant une telle mesure à l'égard de celui, qui depuis sept ans, a consacré toute son énergie, sa compétence et son talent à développer et

animer un instrument de recherche et d'information dont l'originalité et l'utilité en font une institution unique en son genre en France et à l'étranger où elle a acquis une grande notoriété.

Considérons que cette sanction exceptionnelle contredit les proclamations libérales sur la vocation du Centre Pompidou et l'autonomie des départements.

Redoutons que de telles décisions annoncent de nouvelles mesures qui porteraient atteinte à la diversité des objectifs du CCI et réduiraient considérablement son rôle, sa crédibilité son originalité.

Nous associons à la demande et à l'action du personnel du CCI qui veut maintenir François Barré dans toutes ses responsabilités et obtenir des garanties formelles concernant l'ensemble des objectifs du CCI et le développement de ses activités



De nombreux chèques de soutien nous sont parvenus durant ces mois d'été. En raison des vacances ces chèques n'ont pas encore été comptabilisés. Nous reprendrons donc les listes de souscription dès le début septembre.

Chèques à libeller à l'ordre de Pierrette Chanot et à envoyer à l'adresse du journal.
CCP Paris 4 501 42 R



Grande-Bretagne

LA SQUATTERISATION

ou

« Si les prolétaires occupaient les immenses maisons bourgeoises du centre des villes... »

Dans une société où des sans-logements co-habitent avec des maisons vides, occuper ou squatteriser est tentant, voire inévitable. Depuis quelques années, le gouvernement social-démocrate britannique, pour faire face à la crise économique, réduit au maximum les dépenses publiques dans l'éducation, la santé etc... et dans le logement. Le nombre des sans-logis augmente de jour en jour, mais paradoxalement il y aurait 100 000 maisons inoccupées à Londres, près d'un million dans tout le pays. La réponse spontanée des gens n'est pas de vivre « sous les ponts » mais d'occuper ces immenses maisons vides qui ne servent à personne.

« Squatteriser » en Grande-Bretagne est loin d'être nouveau. Ce phénomène massif d'occupations est apparue à chaque période de pénurie sociale. Déjà en 1381, existe une loi qui est sensée régler les différends entre les propriétaires d'un champ, par exemple, et ceux qui se l'approprient « illégalement ». Au 17ème siècle apparaît un mouvement d'occupation des terres de la noblesse en réaction à politique du pouvoir en vigueur. La squatterisation se teint encore plus de politique avec les *diggers* en 1649-50 ; leur but était de cultiver d'une manière commune les terres afin que disparaissent pauvreté et mendicité. Le 20ème siècle connaît plusieurs vagues de squatterisation, une après chaque guerre et une plus récente après 68.

Après les guerres, le retour des soldats au foyer dans un contexte de crise pose le problème du logement d'une façon aiguë. Le gouvernement Lloyd George qui avait promis un toit à ses héros ne peut pas tenir sa promesse à la fin de la deuxième guerre : la pénurie pousse les gens à occuper. En 1946, à peu près 4000 personnes occupent des maisons vides.

L'actuelle phase d'occupation démarre en février 69 avec trois familles de Londres. Les autorités municipales tentent de les vider, ils échouent ; un large mouvement de squatterisation se déclenche en 70. Néanmoins, les premières occupations de l'après 68 sont fragiles et hésitantes. C'est ainsi qu'un groupe de réformistes qui occupent des maisons dans l'Essex cède aux pressions de la légalité en 1970.

La municipalité « légalise » ces squatterisations à condition que les occupants soient prêts à s'en aller quand les autorités le désirent. Les familles nécessiteuses peuvent s'inscrire sur des listes d'attente pour avoir le droit d'occuper une maison vide. Il apparaît « un permis de squatterisation », moyennant une petite cotisation ; les célibataires n'ont pas droit à ces facilités. Les autorités, lucides, face à la crise du logement qu'elles ne peuvent résoudre savent faire patienter et calmer les sans-logements en offrant à un minimum de gens des conditions d'habitation provisoires. Elles ont donc accepté le principe de squatterisation pour mieux le cerner et mieux le dominer.

Les limites de cette squatterisation « légale » se font vite ressentir quand la municipalité demande poliment aux occupants de vider les lieux. Que peuvent-ils faire ? Où vont-ils aller ? Il ne leur reste qu'à occuper mais cette fois sauvagement.

En France, il serait impossible d'occuper une maison dont les habitants sont partis. Ce serait une atteinte à la propriété privée, donc un crime relevant des tribunaux. En Grande-Bretagne, la loi est beaucoup plus ambiguë, bien que la propriété privée existe aussi fortement qu'en France. Historiquement sur les îles britanniques, les disputes à propos des occupations de terres et de maisons ont toujours été réglées par les individus concernés et non par des tribunaux ; ce n'est pas un crime que d'occuper une maison vide mais bien sûr toutes les pressions sont bonnes pour éjecter les occupants. La loi tend à se renforcer mais c'est sa souplesse qui jusqu'à présent a permis ces mouvements de squatterisation.

Elgin Avenue : un modèle de résistance

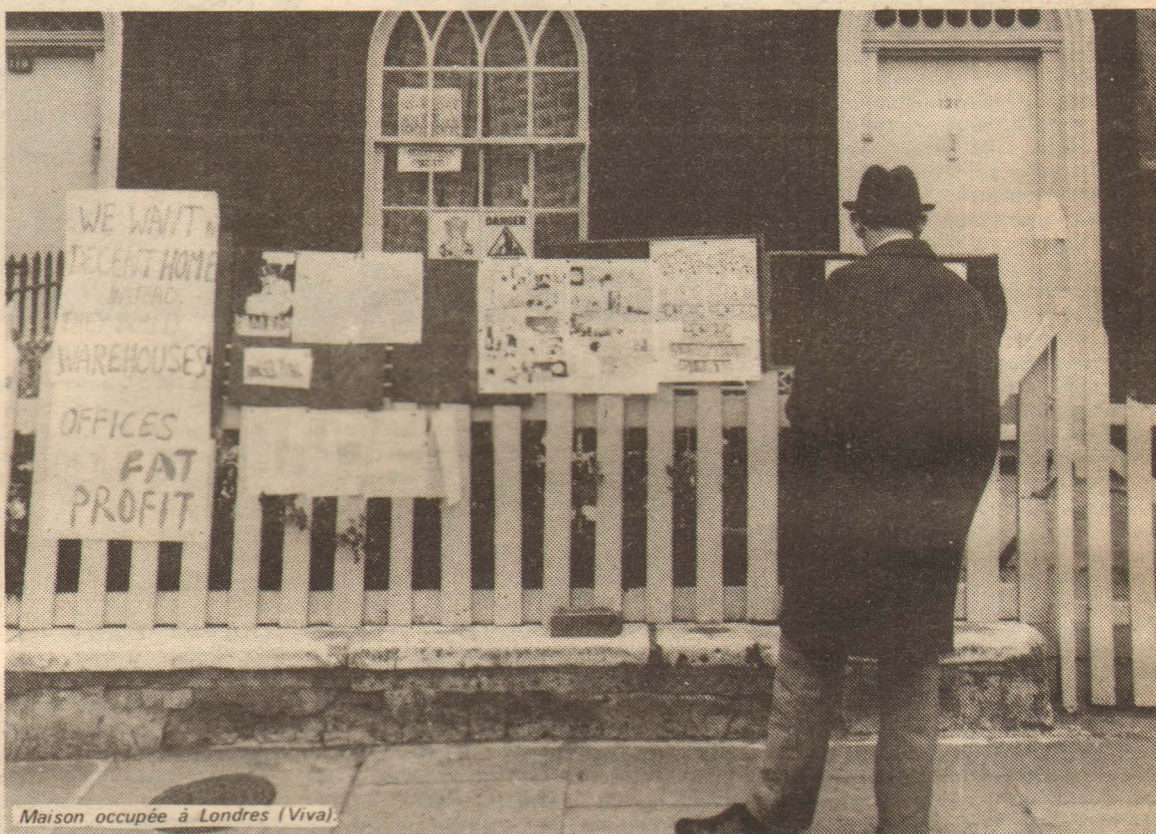
Elgin Avenue, c'est une rue de

Londres squatterisée par des gens qui n'ont pas de revenu, et par des postiers, des femmes de ménage, des travailleurs gagnant peu ou des étudiants. Ce sont des familles ou des célibataires. Les occupants ne paient pas de loyer. Ça commence en 74 à l'initiative des progressistes du mouvement squatter. Très vite, on leur coupe l'électricité. 26 personnes sont arrêtées quand la municipalité leur demande de quitter les lieux et qu'ils s'y opposent.

Pendant l'été 74, les autorités contre-attaquent, en offrant aux célibataires des maisons dans un autre quartier pour les faire partir d'Elgin Avenue. Après la visite des habitations offertes par la municipalité, les squatters d'Elgin Avenue crient à la plaisanterie : certaines maisons n'avaient ni eau ni électricité. Une fois encore le « Greater London Council » (municipalité du grand Londres) échoue.

L'auto-défense dans Elgin Avenue

Les squatters de cette rue ont acquis un minimum de soutien dans les syndicats que la municipalité de Londres aimerait bien briser. Elle perpétue les attaques physiques : tantôt elle coupe l'électricité ou le gaz ; les éboueurs cessent de



Maison occupée à Londres (Viva)

ramasser les ordures ou les squatters ne peuvent plus bénéficier de la sécurité sociale. Face à cela, tous les habitants d'Elgin Avenue sont prêts à répondre. L'unité entre les personnes seules et les familles n'est pas un vain mot : elles n'hésitent pas à construire des barricades ou à trouver tous les systèmes possibles pour rebrancher le gaz et l'électricité.

Pour les mass-média, les squatters sont des vandales, des voyous, des fainéants qui ne veulent pas travailler ou des gauchistes. S'ils ne trouvent pas de logement c'est parce qu'ils ne se donnent pas la peine de chercher. En fait les squatters sont les bouc-émissaires de la crise du logement. En juillet le *Times* publie la lettre d'une certaine Miss Elisa qui se plaint que sa maison a été occupée pendant qu'elle était en vacances. Les autres journaux renforcent cette « chasse aux sorcières » et une manifestation réactionnaire occupe la Chambre des communes pour faire partir les squatters des maisons qu'ils occupent.

Elgin Avenue a toujours gagné grâce à son organisation dans la lutte.

Des meetings publics des campagnes de popularisation, des crèches rendent forts les habitants d'Elgin Avenue. Ils ont mis en avant une série de revendications en relation avec les besoins de la classe ouvrière, avec un programme de réparation des maisons, de construction de logements neufs qui n'ont rien à voir avec les besoins de la bourgeoisie.

— l'organisation de la lutte est démocratique et ouverte à tous. (barricades, piquets, solidarité, etc.) — la résistance aux attaques de la bourgeoisie a été réelle car elle

repose sur des bases démocratiques.

La bourgeoisie a plus d'une raison pour se battre contre les squatters

Tout d'abord la crise du logement qu'elle ne peut résoudre. Elle tient à conserver toute la spéculation immobilière qu'elle réalise dans le centre de Londres par exemple. A cause du prix des loyers il se produit une migration totale de la classe ouvrière dans les banlieues londoniennes et le prix des transports est tellement élevé que financièrement il est difficile de vivre pour un ouvrier (à Londres par exemple) ; d'où la difficulté que la bourgeoisie a à freiner cette vague de squatterisation dans le centre de Londres.

Ensuite elle veut renforcer la loi sur les occupations en général ; il est nécessaire d'être ferme sur les maisons occupées. En rendant plus stricte la loi qui autorise à expulser les squatters, la police pourrait intervenir plus facilement dans les occupations d'usine ou de faculté.

La bourgeoisie admet mal le caractère politique des actions des Squatters, qui non seulement se permettent de prendre les maisons de l'Etat ou des maisons privées mais qui en plus mettent sur pied une organisation solide face à la répression¹

Des journaux comme le *Daily Telegraph* voit déjà avec horreur « les prolétaires londoniens occuper les immenses maisons du centre » et mettent en garde la population contre des occupations qui pourraient prendre l'allure d'expropriations portugaises. Les squatters d'Elgin Avenue ont pris contact avec d'autres squatters en Hollande, en Italie et au Portugal...

Les squatters et les organisations politiques

Trois grands courants politiques ont toujours été présents dans ce mouvement.

— Les réformistes, qui ont cédé dès le début aux pressions de la légalité et ont supporté le système des listes d'attente. Ils ont toujours été contre une attaque frontale avec la bourgeoisie en matière de logement. — Les libertaires ou anarchistes qui sont restés souvent isolés à cause de leur refus d'organiser réellement la lutte. Mais face à eux la bourgeoisie est, elle, bien organisée et a remporté des victoires sur des occupations de maisons où ils étaient majoritaires.

Ces 2 courants sont en perte d'influence au profit du courant marxiste révolutionnaire qui mène au sein du mouvement squatter une lutte politique contre la bourgeoisie. Les camarades de l'IMG (International Marxist group) se sont battus contre le principe des listes d'attente que soutenaient les réformistes et qui n'était rien d'autre qu'un système de raccomodage qui ne résout pas la crise du logement. Les marxistes révolutionnaires sentent fortement la nécessité de faire entrer dans le mouvement ouvrier, par le biais des syndicats et du Parti travailliste, des revendications sur la crise du logement liées à la lutte générale contre le système capitaliste.

— pour la nationalisation de l'industrie du bâtiment (qui pourrait limiter la spéculation).

— pour plus de logements, ce qui donnerait du travail aux chômeurs qui les construiraient.

— pour que chacun ait droit à un logement décent sans qu'il ait besoin de le mendier, et cela sans distinction entre célibataires et familles, entre les plus nécessiteux et les moins nécessiteux.

— contre la répression des squatters.

Karen